

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SG/N/6/BRA/1/Suppl.1  
14 novembre 2003

(03-6118)

Comité des sauvegardes

Original: espagnol

## NOTIFICATION AU TITRE DE L'ARTICLE 12:1 A) DE L'ACCORD SUR LES SAUVEGARDES DE L'OUVERTURE D'UNE ENQUÊTE (EXTENSION D'UNE MESURE EXISTANTE) ET DES RAISONS DE CETTE ACTION

BRÉSIL

Supplément

(Jouets)

La Mission permanente de l'Uruguay a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 5 novembre 2003.

---

En ma qualité de représentant de la Présidence *pro-tempore* du MERCOSUR, j'ai l'honneur de notifier au Comité des sauvegardes, au nom de la République fédérale du Brésil, l'ouverture de la révision de la mesure de sauvegarde appliquée aux importations brésiliennes de jouets.

La présente notification est adressée conformément aux dispositions de l'article 12:1 a) de l'Accord sur les sauvegardes.

À cet effet, vous trouverez ci-jointe une note du Département de la défense commerciale du Secrétariat au commerce extérieur du Brésil, relative à la notification d'ouverture de la révision de ladite mesure de sauvegarde.

./.

1. Date d'ouverture de la révision: 6 octobre 2003.
2. Produits faisant l'objet de la révision: tous les types de jouets classés sous les codes suivants de la nomenclature commune du MERCOSUR (NCM)/SH:

9501.00.00/9502.10.10/9502.10.90/9502.91.00/9502.99.00/  
9503.10.00/9503.20.00/9503.30.00/9503.41.00/9503.49.00/  
9503.50.00/9503.60.00/9503.70.00/9503.80.10/9503.80.90/  
9503.90.10/9503.90.90/9504.10.10/9504.10.91/9504.10.99.

3. Raisons qui justifient l'ouverture de la révision:

La révision a été ouverte suite à une demande adressée par l'Association brésilienne des fabricants de jouets - ABRINQ, entité représentative de ce secteur de l'économie du pays. Afin d'évaluer le dommage grave ou la menace de dommage grave causé à la branche de production nationale, un échantillon de 16 entreprises du secteur, représentant un pourcentage significatif des ventes facturées de ce secteur, a été retenu.

La production nationale a diminué, les ventes de la branche de production nationale ont fléchi, l'indice de liquidité a baissé tandis qu'on observait sur le marché intérieur une baisse du prix moyen de la gamme de produits importés. Par ailleurs, on a constaté une chute des importations en valeur, une diminution des stocks, une augmentation des exportations et un accroissement de la marge brute et du nombre d'employés.

L'évaluation de l'engagement en matière d'ajustement a indiqué que la mise en œuvre par la branche de production du plan présenté par le secteur, avec l'accompagnement systématique des pouvoirs publics, se poursuivait, quoique de manière partielle.

La révision de la mesure de sauvegarde a pour objet de vérifier si celle-ci continue d'être nécessaire pour réparer le dommage grave causé par les importations et si la branche de production opère son ajustement pour être apte à soutenir la concurrence des importations au terme de la période fixée. L'ouverture de la révision aux fins de prorogation de la mesure de sauvegarde permettra au Département d'évaluer quels sont les besoins actuels du secteur pour que celui-ci puisse mener à bien son processus de restructuration, compte tenu de l'existence d'investissements programmés, mais non intégralement effectués, et/ou de nouveaux investissements qui pourraient également être réalisés afin que la branche de production redevienne compétitive face aux importations, au niveau du montant des droits établis dans le cadre du Tarif extérieur commun (TEC) du MERCOSUR.

---